

Appel à contribution pour la revue *Genre, Sexualité & Société*

Analyses féministes des rapports de domination dans l'enseignement supérieur et la recherche

Aux États-Unis, en Inde, au Chili, des affaires (Magnaudeix, 2018), controverses (Chadha, 2017) et mobilisations (Declaración de academicas por tomas feministas, 2018) ont récemment rappelé que l'Université n'est pas épargnée par les rapports de domination, la violence et la discrimination fondés sur le genre et la sexualité. Ces événements, s'ils sont révélateurs des rapports de genre et de sexualité qui traversent l'ensemble des sociétés concernées, s'inscrivent également dans un ensemble de rapports de domination et de hiérarchies propres au monde académique, et ne peuvent être analysés uniquement par le prisme de la domination fondée sur le genre. Nombre d'analyses militantes (par exemple, en France, l'Association nationale des candidat·es aux métiers de la science politique, le Collectif Burn Out, ou le Collectif des travailleur·es précaires de l'ESR) comme scientifiques convergent et constatent de la précarisation de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), et donc l'accroissement des vulnérabilités (Acquistapace et al., 2015 ; Pérez, Montoya, 2018). Au-delà d'une analyse des rapports de genre à l'université (Backouche, Godechot et Naudier, 2009), l'objectif de ce numéro, porté par le comité de rédaction de GSS, est de proposer une lecture féministe des rapports de domination au sein du monde académique, et de documenter des initiatives contestant ces rapports de domination.

Les études de genre et sur les sexualités offrent indubitablement des outils pertinents pour analyser de façon critique les rapports de pouvoir et de domination ainsi que leur intersection, au-delà d'ailleurs de la question du genre et des sexualités. Toutefois, en tant que discipline et champ académique, elles ne sont pas épargnées par les violences, le harcèlement (sexuel ou non) et participent au travail de sélection et de reproduction sociale qui structure le champ académique. À cet égard, si elle est portée par les études de genre et sur les sexualités, notre approche n'en est pas moins réflexive vis-à-vis de ces dernières, et le projet de ce numéro émane également de nos propres expériences au sein de ce champ académique. Au-delà de nos questionnements et de nos parcours individuels, ce numéro est également porté par une réflexion collective, et pas toujours consensuelle, sur la façon dont ces enjeux de pouvoir et rapports de domination structurent notre travail en tant que revue.

1) Hiérarchies

Comme tout univers social, le monde académique est structuré par des rapports de force et des luttes de classement (Bourdieu 1984). En particulier, l'enseignement supérieur et la recherche constituent un champ professionnel marqué par des hiérarchies explicites (titulaires ou non, « rang A » et « rang B » en France) et implicites (entre les pays, langues, disciplines, spécialités et établissements par exemple). Ainsi, alors qu'une part importante du travail des sciences sociales consiste à objectiver et déconstruire les normes et hiérarchies sociales, force est de constater que les positions de pouvoir et/ou de prestige au sein du monde académique restent majoritairement occupées par des personnes blanches, souvent des hommes, issues des classes supérieures (Arday et Mirza, 2018). Les articles pourront à cet égard documenter les

processus de reproduction sociale au sein de l'ESR, par exemple à travers les expériences d'étudiant·e·s et jeunes chercheur·e·s subalternes (femmes, trans*, queers, racisé·e·s, etc.) mais aussi du personnel de soutien à l'enseignement et à la recherche. Le monde universitaire repose largement sur le « travail gratuit », une notion qu'il serait d'ailleurs utile d'analyser de façon plus fine (Simonet, 2018). La diffusion d'un modèle néolibéral de l'université va de pair avec le recours de plus en plus marqué aux vacataires, la réduction des personnels administratifs et, en France notamment, la prise en charge croissante de tâches administratives par les enseignant·e·s-chercheur·e·s. Comment s'effectuent la division et la rétribution du travail et quels sont les arguments mobilisés pour assigner les différentes tâches, ou pour les refuser ? Comment interpréter l'émergence de la catégorie de « chercheur·e indépendant·e » ?

On observe enfin dans de nombreux pays une féminisation de l'université et plus largement la diffusion d'un discours sur l'inclusion et la diversité, notamment dans les sciences humaines et sociales (Ahmed, 2012). Qui accède aujourd'hui à l'université, à quel statut, et avec quels effets sur la division du travail ? On pourra par exemple réfléchir aux transformations de la figure du « mandarin » dans un contexte de féminisation de l'ESR. Cette question est particulièrement pertinente dans le contexte du développement de champs ou approches disciplinaires, comme les études sur le genre, sur les sexualités ou queer. L'institutionnalisation de ces approches permet-elle la constitution d'espaces dissidents à l'université (Borghi, Bourcier et Prieur, 2016), ou est-elle forcément le marqueur de formes de dépolitisation (Brown, 1997) ? Par ailleurs, que dire des filiations et solidarités féministes et queer, qui peuvent constituer aussi bien des espaces de bienveillance, d'entraide et de survie que de nouvelles formes de dépendance et de domination ? Il serait utile de revenir sur l'histoire des sociabilités féministes et queer à l'université, leur potentiel émancipateur et protecteur, mais aussi leurs liens avec des formes d'homogamie plus traditionnelles.

2) Violences

L'enseignement supérieur et la recherche sont plus particulièrement des lieux de violences verbales, physiques et sexuelles, à caractère sexiste, transphobe, homophobe et/ou raciste (Cromer et Hamel, 2014). Dans le sillage des grandes mobilisations contre les violences faites aux femmes, des associations féministes – telles que les Bad Girls Go Everywhere en Suisse, le Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur en France ou encore The 1752 Group au Royaume-Uni – se sont formées dans les espaces académiques pour accompagner les victimes et dénoncer les violences. Que savons-nous aujourd'hui de leurs caractéristiques et de leur ampleur ? Quels sont les actrices et les acteurs, collectifs ou individuels, qui permettent la mise à l'agenda de ce problème ? Quelles ressources mobilisent-elles ? Et à quelles réponses institutionnelles et juridiques donnent-elles lieu ? Quelles formes de violence sont reconnues ? Et qui est légitime pour les dénoncer ? On s'interrogera en particulier sur le développement d'une « culture du silence et du 'off' » sur les phénomènes de harcèlement. Cette culture vise parfois à étouffer la parole des victimes et peut être le résultat de l'homogamie du monde universitaire, et de la fusion entre les sociabilités affectives et professionnelles. Mais cette culture du silence, ou plutôt de la transmission officieuse des informations permet aussi de protéger les victimes, du moins à court terme, lorsque la dénonciation publique de certains agissements pourrait compromettre leur chance de décrocher un poste, une bourse, etc.

On s'interrogera également sur les liens entre violence et précarité. En particulier, si la précarité peut en elle-même être assimilée à une forme de violence, elle tend sans doute à favoriser d'autres formes de violence, et notamment le harcèlement, en renforçant les formes de dépendance aux personnes et aux institutions. On pourra aussi questionner plus

spécifiquement le rapport aux violences au sein des espaces universitaires féministes et queer. S'ils peuvent être protecteurs, ils peuvent aussi constituer des espaces de reproduction des normes dominantes et des violences systémiques.

3) Savoirs

Les activités de production de connaissance sont elles-mêmes traversées par des rapports de pouvoir (Said, 2005 ; Mohanty, 1984 ; Spivak, 2009). Il existe en particulier une division sociale du travail scientifique entre les « objets » de recherche, dont on parle, et le ou la chercheur·e qui parle d'eux, et donc « pour eux » (Alcoff, 1991). Cette mise à distance des objets de recherche peut parfois confiner à des formes d'extractivisme épistémique et ontologique (Grosfoguel, 2016) à travers lesquelles les vies, expériences et pratiques des un·e·s sont transformées en matériel académique par les autres. On pourra alors s'interroger sur la façon dont certains groupes sont cantonnés au rang d'« objet » et d'« indigènes » dont les savoirs sont retraduits en termes académiques légitimes par les groupes dominants. Quels sont les liens entre ces pratiques « sur le terrain » et les discriminations au sein du monde académique dont font l'objet les étudiant·e·s et les chercheur·e·s issu·e·s des groupes subalternes ? Et comment le caractère plus ou moins légitime de l'objet de recherche affecte-t-il la ou le chercheur·e selon les caractéristiques qui lui sont assignées ?

On interrogera également la possibilité d'une éthique de recherche inclusive, « avec » les groupes minoritaires et marginalisés (Jarry et al., 2006). Les études de genre et de sexualité se sont souvent définies en continuité avec les mouvements féministes et LGBTIQ, en mettant en avant leur appartenance aux groupes sociaux et aux mobilisations étudiées (Lagrange, 1990 ; Lewin et Leap, 1996), revendiquant ainsi leur statut d'« indigènes qui peuvent parler pour eux-mêmes » (Kennedy, 2009). En tenant compte à la fois du genre et de la sexualité mais aussi de la classe, de la race et des rapports Nord/Sud (hooks, 2015 ; Hill-Collins, 2016), on pourra se demander si l'institutionnalisation des études de genre et de sexualité ne conduit pas à une remise en cause de leur proximité sociale et politique avec les groupes subalternes et avec les luttes politiques qui en sont issues ? Si la recherche et l'enseignement sur le genre et les sexualités se revendique souvent d'une émancipation, par exemple en rendant visibles des existences et pratiques marginalisées, elles peuvent également participer de la fabrique de savoirs et représentations qui échappent aux premier·e·s intéressé·e·s (Dutoya, 2016). Dans le contexte de la recherche sur les personnes trans*, la question de la « sur-visibilisation » de ces groupes dans certains travaux font débat (Baril, 2016 ; Espineira, 2015 ; Reddy, 2005 ; Thomas, 2010). On doit aussi s'interroger sur le devenir des savoirs féministes et queer. Comment développer des pédagogies pour ces savoirs (hooks, 2013 ; Rege, 2011) ? Est-il pertinent de les inscrire dans la logique de propriété intellectuelle dominante à l'université, ou faut-il au contraire en faire des biens communs (Federici 2016) accessibles à tou·te·s ? Mais alors, comment rémunérer celles et ceux qui les produisent ?

Nous souhaitons enfin soulever l'enjeu de la citation académique : qui cite qui, comment et avec quels effets ? Nous invitons d'abord des contributions qui réfléchissent à la manière dont les pratiques de citation scientifique ainsi que leurs outils de mesure participent à la construction des carrières, des légitimités et des réseaux scientifiques, en prêtant une attention particulière aux stratifications et aux exclusions. Nous invitons ensuite des réflexions sur les rapports entre chercheur·e·s statutaires et indépendant·e·s, ainsi qu'entre savoirs académiques et savoirs militants, dans un contexte où les idées féministes et *queer* s'élaborent et se diffusent de plus en plus à travers les réseaux socio-numériques. Les retours sur des expériences de fabrique des savoirs plus collaborative et accessible sont les bienvenus.

Afin de répondre à ces différentes interrogations, des propositions d'articles venant de l'ensemble des disciplines des sciences sociales et humaines sont bienvenus. Les contributions pourront mobiliser les résultats d'enquêtes ainsi que les expériences individuelles et collectives des auteur.e.s, voire leur histoire (GSS, 2010). Dans un contexte d'internationalisation des savoirs et des champs académiques, les contributions portant sur d'autres pays que la France sont bienvenues. Par ailleurs, la focale mise dans cet appel sur les sciences sociales et les humanités reflète les ancrages disciplinaires des membres du comité de rédaction, et nos expériences respectives. Toutefois des articles étudiant des phénomènes similaires dans les sciences du vivant, les sciences médicales, la physique ou les mathématiques sont possibles.

Soumettre une proposition

Les propositions d'articles, d'environ 5000 signes espaces et notes comprises, comprennent un titre, une présentation de l'article, les objets et les méthodes, ainsi que les nom, prénom et email de l'autrice ou auteur. Elles doivent être envoyées pour le **19 novembre 2018** au comité de rédaction de la revue *Genre, sexualité & société* (revuegss@gmail.com). Les auteurs et autrices seront avisé.e.s par mail des propositions retenues mi-décembre 2018.

Les articles, inédits, devront être envoyés le **1er mars 2019** au plus tard. Les instructions typographiques pour la rédaction des articles sont disponibles en ligne (<https://gss.revues.org/747>). Suivant la politique éditoriale de la revue, chaque article fera l'objet d'une double évaluation anonyme. L'acceptation de la proposition ne signifie donc pas acceptation automatique de l'article. Les articles retenus seront publiés dans le numéro 22 à paraître à l'automne 2019.

Bibliographie :

- ACQUISTAPACE Alessia, BUSI Beatrice, FIORILLI Olivia, PERONI Caterina, PATRICK Darren, SomMovimento NazioAnale, « Transfeminist Scholars on the Verge of a Nervous Breakdown », *Revista feminimos*, vol. 3, n°1, 2015, p. 62-70.
- AHMED Sara, *On Being Included. Racism and Diversity in Institutional Life*, Durham, Duke University Press, 2012.
- ARDAY Jason, MIRZA Heidi Safia, *Dismantling Race in Higher Education. Racism, Whiteness and Decolonizing the Academy*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018.
- ALCOFF Linda, « The Problem of Speaking for Others », *Cultural Critique*, n° 20, 1991, p. 5-32.
- BARIL Alexandre, « Francophone Trans/Feminisms : Absence, silence, emergence », *TSQ: Transgender Studies Quarterly*, vol. 3, n° 1-2, 2016, p. 40-47.
- BACKOUCHE Isabelle, GODECHOT Olivier, NAUDIER Delphine, « Un plafond à caissons : les femmes à l'EHESS », *Sociologie du Travail*, vol. 51, n° 2, 2009, p. 253-274.
- BORGHI Rachele, BOURCIER Marie-Hélène/Sam, PRIEUR Cha, « Performing Academy : Feedback and Diffusion Strategies for Queer Researchers », in BROWN Kath, BROWNE Gavin (dir.), *The Routledge Research Companion to Geographies of Sex and Sexualities*, Abingdon, Routledge, 2016, p.165-74.

- BOURDIEU Pierre, *Homo Academicus*, Paris, Editions de minuit, 1984.
- BROWN Wendy, « The Impossibility of Women's Studies », *Differences: A Journal of Feminist Cultural Studies*, vol. 9, n° 3, 1997, p. 79-101.
- CHADHA Geeta, « Towards Complex Feminist Solidarities after the List-Statement », *Economic and Political Weekly [en ligne]*, vol. 52, n° 50, 2017.
- CROMER Sylvie, HAMEL Christelle, « La mesure du harcèlement sexuel et des violences sexistes à l'Université. Les apports de l'enquête Violences et Rapports de Genre », *Les Cahiers du CEDREF [en ligne]*, 2014 n° 19.
- DECLARACION DE ACADEMICAS POR TOMAS FEMINISTAS, « No buscamos una universidad más neoliberal con perspectiva de género. Buscamos transformar la educación », 2018. URL : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=241518>
- DUTOYA Virginie, « Defining the 'Queers' in India: The Politics of Academic Representation », *India Review*, vol. 15, n° 2, p. 241-71.
- ESPINEIRA Karine, « Pour une épistémologie trans et féministe : un exemple de production de savoirs situés », *Comment S'en Sortir*, n° 2, 2015, p. 42-58.
- FEDERICI Silvia, « Le féminisme et la politique des biens communs en période d'accumulation primitive », in *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Paris, Éditions Ixe, p. 217-234.
- GROSGOUEL Ramón, « Del 'extractivismo económico' al 'extractivismo epistémico' y al 'extractivismo ontológico' : una forma destructiva de conocer, ser y estar en el mundo », *Tabula Rasa*, n° 24, 2016, p. 123-143.
- GSS (comité de Rédaction), « Ce que parler de soi veut dire », *Genre, sexualité et société [en ligne]*, 2010, n° 4.
- HILL-COLLINS Patricia, *La pensée féministe noire. Savoir, conscience et politique de l'empowerement*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2016.
- HOOKS bell, *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, Paris, Cambourakis, 2015.
- HOOKS bell, « La pédagogie engagée », *Tracés*, n° 25, 2013, p. 179-190.
- JARRY Anna, MARTEU Elisabeth, LACOMBE Delphine, NAJI Myriem, FARHAN Mona, MANN Carol « Quelques réflexions sur le rapport de jeunes chercheuses féministes à leur terrain », *Terrains & Travaux*, n° 10, 2006, 177-193.
- KENNEDY Elizabeth Lapovsky, 2009. « 'These Natives Can Speak for Themselves': The Development of Gay and Lesbian Community Studies in Anthropology », in LEWIN Ellen, LEAP William L. (dir.), *Out in Public: Reinventing Lesbian/Gay Anthropology in a Globalizing World*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2009.
- LAGRAVE Rose-Marie, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 83, 1990, p. 27-39.
- LEWIN Ellen, LEAP William L. (dir.), *Out in the Field: Reflections of Lesbian and Gay Anthropologists*, Urbana, University of Illinois press, 1996.

- MAGNAUDEIX Mathieu, « Aux États-Unis, l'affaire de la professeure Avitall Ronnell questionne #MeeToo », *Mediapart*, 28 août 2018.
- MOHANTY Chandra Talpade, « Under Western Eyes : Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Boundary 2*, Vol. 12-13, n° 3, 1984, p. 333-358.
- PÉREZ Marta, MONTOYA Ainhoa, « La insostenibilidad de la Universidad pública neoliberal: hacia una etnografía de la precariedad en la Academia », *Revista de Dialectología y Tradiciones Populares*, vol. 73, n° 1, 2018, p. 9-24.
- REDDY Gayatri, *With Respect to Sex: Negotiating Hijra Identity in South India*, Chicago, Chicago University Press, 2005.
- REGE Sharmila, « Women Studies Since the 1990s: Mapping New Conjunctures, Challenges and Strategies », KUMKUM Roy (dir.), *Insights & Interventions: Essays in Honour of Uma Chakravarti*, New Delhi, Primus Books, 2011, p. 39-74.
- SAID, Edward. *L'Orientalisme. L'orient créé par l'occident*, Paris, Editions du Seuil, 2005.
- SIMONET Maud, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel.
- SPIVAK Gayatri Chakravorty, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.
- THOMAS, Maud-Yeuse, « De la question trans aux savoirs trans, un itinéraire », *Le sujet dans la cité*, n° 1, 2010, p. 120-129.